



Direction Générale des Finances Publiques

LE MINISTRE EST DÉCONNECTÉ DE L'ATTENTE DES AGENTS !

Le 21 février, en conclusion des rencontres avec les organisations syndicales, le ministre a fait part de ses propositions complémentaires à celles du 11 février dernier sur le dossier fusion DGI-DGCP.

Le ministre s'inscrit parfaitement dans la politique gouvernementale menée envers tous les fonctionnaires. Aucune négociation n'est ouverte sur la question de l'emploi : après les 11000 suppressions d'emplois subies par la DGI et la DGCP, il poursuit sur la même logique dans le cadre de la fusion qui constitue une aubaine pour accentuer les gains de productivité et réduire, pour l'avenir, les moyens du service public.

Il a au moins le mérite de la franchise : en effet, il ne masque pas les conséquences sur les personnels. Il faudra pour ceux qui restent, travailler plus, subir encore plus de pression pour augmenter leur productivité !

En échange de la dégradation de la qualité du service public et de la vie au travail des personnels, il utilisera une partie de ces gains de productivité pour «reconnaître» les efforts.

La rencontre du 21 février n'avait d'ailleurs pour objectif que de calibrer les « efforts » du ministre en la matière après avoir entendu les organisations syndicales et lu la «*lettre ouverte*» que la CGT lui avait adressée.

Il n'a donc répondu à aucune des questions fondamentales que se posent les agents et n'a levé aucune incertitude sur l'avenir, il a simplement avancé des propositions nouvelles concernant les seules mesures du 11 février qu'ils estimaient discutables.

Les propositions du ministre concernent :

- ▶ Le plan de qualification avec l'annonce de 200 transformations supplémentaires d'emplois de C en B et 50 de B en A particulièrement ciblées sur les fins de carrières et 200 possibilités supplémentaires d'accès au grade de contrôleur principal.

Cette annonce est à mettre en rapport avec, dans la nouvelle direction, un nombre d'agents B et C proche de 100 000 personnes et une prévision de départs massifs en retraite !!!!!

- ▶ L'harmonisation indemnitaire initialement prévue sur une durée de 4 ans serait effectuée sur 3 ans pour les agents C, B et A. Pour les A+ cela restera sur 4 ans dans des modalités à définir car ça coûte trop cher.

L'harmonisation est un passage obligé lors de cette fusion dans le cadre de la mobilité que veut imposer le ministre aux personnels par les réformes et restructurations à venir. Le «bénéfice» de cette harmonisation ne touchera en fait que les agents de catégorie C, B et A de la DGCP et représentera un gain d'environ 10 € net mensuel pour un agent C !!!

Pour tous les cadres le pire est à craindre car il y a une volonté forte de moduler, suivant des critères de performance, leurs rémunérations indemnitaires en lien avec les propos de ce même ministre dans le cadre des discussions au niveau de la Fonction publique.

- ▶ La prime de 350 € prévue pour être versée en 2008 et 2009 à l'issue de la rencontre du 11 février sera transformée : en avril 2008, les agents des deux administrations toucheront une prime de 350 € bruts. A partir de 2009, cette prime sera intégrée dans l'IMT (Indemnité Mensuelle de Technicité). **Cela revient à une augmentation quel que soit le grade et l'échelon de 21 € net par mois !**

Ces mesures complémentaires ne sont pas encore validées. En effet, le ministre indique faire des «*efforts considérables*» avec ses nouvelles propositions et demande pour les valider un accord des organisations syndicales.

Cette rencontre n'est que la concrétisation de la politique menée dans toute la Fonction publique par ce gouvernement. Les fonctionnaires, lésés sur les questions de pouvoir d'achat avec des propositions ridicules d'augmentation de leur traitement doivent financer les réformes qu'ils subissent par les suppressions d'emplois et la dégradation de leur vie au travail.

Pour la CGT, le ministre est loin de répondre aux préoccupations des agents de la DGI et de la DGCP ; par ces mesures il cherche à acheter à bas prix la paix sociale dans un ministère réputé pour sa combativité.

Mais pour la CGT, les agents ne sont pas dupes. Ils savent que cette fusion n'est pas faite pour améliorer le service public. Ils savent aussi que le compte n'y est pas.

Ce ministre, enfermé à Bercy dans ses logiques politiques, est déconnecté de la vie que mènent les agents dans ses administrations et des difficultés quotidiennes qu'ils rencontrent.



La CGT appelle

tous les personnels à RÉAGIR

et à PRÉPARER des actions de grève

pour que s'ouvrent de réelles négociations

afin de répondre à leurs légitimes aspirations.